

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 25 SEPTEMBRE 2007

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2008

(LIMOUSIN)

NOR : ASET0751221M

IDCC : 87

Entre :

L'UNICEM Limousin,

D'une part, et

La section fédérale régionale Limousin Force ouvrière,

D'autre part,

se référant :

- à la convention collective nationale du 22 avril 1955 ;
- à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6 *b* et *c* qui prévoit l'établissement d'annexes régionales, et à l'accord national du 23 janvier 1992 instituant la création d'une grille de salaires minimaux garantis,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Limousin, constituée par les 3 départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	3,25
OS1	130	3,52
OS2	140	3,79
OS3	150	4,06
OQ1	160	4,33
OQ2	170	4,60
OQ3	185	5,01
OHQ	200	5,41
Chef d'équipe	225	6,09

Article 4

Salaires minimaux garantis

A compter du 1^{er} janvier 2008, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	8,45
OS1	130	8,50
OS2	140	8,60
OS3	150	8,70
OQ1	160	8,80
OQ2	170	8,95
OQ3	185	9,20
OHQ	200	9,40
Chef d'équipe	225	10,00

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 7

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 9

Les parties présentes conviennent d'un commun accord de se revoir au cours d'une réunion prévue courant septembre 2008.

Fait à Limoges, le 25 septembre 2007.

(Suivent les signatures.)